

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
Tome II : Ouvriers

ACCORD DU 16 NOVEMBRE 2006
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA À COMPTER DU 1^{er} JANVIER 2007
(LIMOUSIN)
NOR : ASET0750032M
IDCC : 1702

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de la région Limousin, représentant :

- la fédération départementale des travaux publics et de la construction (TP 19) ;
- la fédération départementale des travaux publics et de la construction (TP 23) ;
- la fédération départementale des travaux publics et de la construction (TP 87) ;
- le syndicat professionnel régional de l'industrie routière (SPRIR) ;
- le syndicat des entreprises de génie électrique (SERCE) ;
- la délégation régionale du syndicat national des entrepreneurs de Canalisateurs de France,

D'une part, et

La CFTC ;

La CFDT ;

Le syndicat FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

En application de l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers de travaux publics du 15 décembre 1992, les barèmes des salaires minima des ouvriers de travaux publics sont établis dans les conditions suivantes.

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2007, pour les ouvriers des entreprises de travaux publics quel que soit leur horaire de travail, les salaires minima annuels base 35 heures sont fixés comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	VALEUR ANNUELLE du point	SALAIRE MINIMUM annuel sur la base 35 heures
I			
Position 1	100	160,59	16 059
Position 2	110	150,03	16 503
II			
Position 1	125	135,58	16 948
Position 2	140	135,59	18 983
III			
Position 1	150	135,58	20 337
Position 2	165	134,71	22 227
IV	180	134,71	24 248

Rappel : aucun salaire ne peut être inférieur au SMIC.

Le barème établi sur la base des 35 heures n'inclut pas les heures supplémentaires (principal et majorations).

Article 2

Date d'application

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2007.

Article 3

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé, en 2 exemplaires, aux directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Limoges, de Guéret et de Tulle et remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Limoges conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Fait à Limoges, le 16 novembre 2006.

(Suivent les signatures.)